

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron

Albi, le 25 février 2026

Cité Administrative, Bât A

12, rue de Ciron

81013 ALBI Cedex 09

uid-81-12.dreal-occitanie@developpement-durable.gouv.fr

## **Rapport de l'inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 23/02/2026

### **Contexte et constats**

publié sur 

**DECONS OCCITANIE**

2 rue de la Mécanique

81200 Aussillon

Références :

Code AIOT : 0006805997

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/02/2026 dans l'établissement DECONS OCCITANIE implanté 2 rue de la Mécanique ZI de la Rougearié 81200 Aussillon.

Cette inspection réactive fait suite à un signalement sur une pollution du cours d'eau dit de "La Rougearié" affluent rive gauche du Thoré.

Des investigations menées par l'OFB conduisent à suspecter l'entreprise DECONS OCCITANIE d'en être à l'origine.

La précédente visite d'inspection a été réalisée le 15 mai 2025 dans le cadre d'une action régionale sur le risque incendie dans les installations de tri, transit et regroupement de déchets.

### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- DECONS OCCITANIE
- 2 rue de la Mécanique ZI de la Rougearié 81200 Aussillon
- Code AIOT : 0006805997    Installation : Avec Titre ☒ Sans Titre ☐
- Régime : A
- Statut Seveso : NON SEVESO
- IED : Non IED

Ce site comprend une installation d'entreposage et de dépollution de VHU et de transit, regroupement et tri de déchets non dangereux et dangereux.

Il est soumis à autorisation pour la rubrique 2718 : tri et transit de déchets dangereux (42 t) et à enregistrement pour les rubriques 2712 : entreposage, dépollution de VHU (500 m<sup>2</sup>) et 2713 : tri et transit

de métaux non dangereux (4642 m<sup>2</sup>).

**Contexte de l'inspection :** Accident

**Thèmes de l'inspection :** Déchets, Eau de surface

## **2) Constats :**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »;
- « Faits avec suite administrative » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
  - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription);
  - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan des constats hors points de contrôle**

**Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour**

chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)	Proposition de délais
1	Incident	Code de l'environnement du 11/08/2025, article R.512-69	Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant	7 Jours
5	Valeurs limites rejet	AP Complémentaire du 08/04/2022, article 3	Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant	1 Mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 23/05/2013, article 2.4.2	
3	Collecte des eaux pluviales	AP Complémentaire du 08/04/2022, article 2	
4	Vidange séparateur hydrocarbures	Arrêté Préfectoral du 23/05/2013, article 2.2.2	

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats :

La pollution du ruisseau « La Rougearié », constatée le 3 février 2026 par l'OFB a été causée en partie par l'obstruction du point de rejet par des déchets de l'installation à la suite des forts épisodes pluvieux.

L'exploitant a construit un muret autour du regard du point de rejet pour éviter une nouvelle obstruction par des déchets.

Il envisage prochainement de réaliser un projet d'aménagement de son bassin de collecte des eaux pluviales.

Il a été relevé deux non-conformités pour les points de contrôle suivants :

- N°1: Incident : Il est demandé à l'exploitant de télédéclarer l'incident du 3 février 2026 dans le délai maximal d'une semaine.
- N°5 : Valeurs limites de rejet : Il est demandé à l'exploitant de faire réaliser une analyse des effluents rejetés après traitement dans l'ouvrage décanteur-séparateur à hydrocarbures et de transmettre les résultats à l'inspection dans le délais maximal d'un mois.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Incident

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 11/08/2025, article R.512-69

**Thème(s) :** Risques accidentels      Incident

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.

La déclaration mentionnée au premier alinéa et le rapport mentionné au deuxième alinéa sont adressés sous forme dématérialisée d'une téléprocédure. Les informations relatives aux installations mentionnés à l'article R. 517-1, ainsi que les informations susceptibles de porter atteinte aux intérêts mentionnés au I de l'article L. 124-4 et au II de l'article L. 124-5, demeurent transmises sous une forme non dématérialisée permettant d'en assurer la confidentialité.

**Constats :**

Les 15, 23 janvier et 3 février 2026, deux officiers de la police environnementale (OFB) se sont rendus sur le site pour procéder à des contrôles. Lors du dernier contrôle, ils ont interrogé deux opérateurs débouchant un regard au point de rejet obstrué par des déchets plastiques, puis ont demandé à rencontrer le Responsable de site pour présenter le motif de leur intervention. Lors de cette rencontre, les officiers et le responsable de site ont constaté la présence de boue et d'une forte odeur dans le ruisseau de "La Rougearie". Un muret en parpaing entourant le regard de rejet a été construit pour éviter l'obstruction de ce regard lors d'un tel épisode pluvieux.

L'incident du 3 février 2026 n'a pas fait l'objet d'une télédéclaration.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant de télédéclarer l'incident du 3 février 2026 dans le délai maximal d'une semaine.

**Respect de la prescription :**



**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 7 Jours

## N° 2 : Plan des réseaux

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 23/05/2013, article 2.4.2

**Thème(s) :** Risques chroniques      Plan des réseaux

**Prescription contrôlée :**

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable et datés. Le schéma fait également apparaître la localisation des vannes manuelles et boutons poussoirs à utiliser en cas de dysfonctionnement de l'installation. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

**Constats :**

Un plan des réseaux en date du 26 mai 2025 a été remis par l'exploitant à l'inspection via l'OFB. Une vanne manuelle est positionnée entre le séparateur d'hydrocarbures et le point de rejet.

Une visite terrain permet de vérifier la conformité de ce plan.

**Respect de la prescription :**



**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :**

### N° 3 : Collecte des eaux pluviales

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 08/04/2022, article 2

**Thème(s) :** Risques chroniques      Collecte des eaux pluviales

**Prescription contrôlée :**

Le dernier paragraphe de l'**article 2.2.2 - Collecte des eaux pluviales et des eaux de lavage des sols** de l'annexe des prescriptions techniques de l'arrêté préfectoral du 23 mai 2013 est remplacé par la disposition suivante :

*« Toutes les mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie afin que celles-ci soient récupérées ou traitées pour prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel.*

*L'ensemble des eaux d'écoulement, de lavage des plateformes ou d'extinction est recueilli dans un bassin étanche construit à cet effet. Le volume de confinement du bassin est de 180 m<sup>3</sup>. Il est équipé d'une vanne de sectionnement.*

*Les eaux du bassin seront pompées si besoin, puis évacuées vers des stations de traitement adaptées. Les fiches et d'évacuation des eaux de pompage sont tenues à la disposition de l'inspecteur des installations classées. »*

**Constats :**

L'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre est recueilli actuellement, au point bas, sur une plateforme bétonnée entourée de 3 rangées de parpaings (en limite de propriété) permettant de recueillir 180 m<sup>3</sup>. Une vanne de sectionnement est positionnée entre le séparateur d'hydrocarbures et le point de rejet.

L'exploitant envisage prochainement (20 avril 2026 au plus tard) d'aménager ce bassin de collecte des eaux pluviales. Il transmet un plan de ce projet à l'inspecteur. Les eaux pluviales seront récupérées dans un bassin tampon de 16 m<sup>3</sup> avant d'être transférées par pompes de relevage vers un nouveau séparateur d'hydrocarbures puis acheminées dans un bassin filtrant et enfin déversées dans le point de rejet. Les rangées de parpaing actuelles en limite de propriété seront remplacées par des murs préfabriqués étanches de 1,5 m de haut permettant de recueillir 188 m<sup>3</sup>.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant de porter à la connaissance du préfet et de l'inspection ce projet d'aménagement dans les meilleurs délais et avant sa mise en place.

**Respect de la prescription :**



**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :**

#### N° 4 : Vidange séparateur hydrocarbures

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 23/05/2013, article 2.2.2

**Thème(s) :** Risques chroniques      Vidange séparateur hydrocarbures

**Prescription contrôlée :**

Le réseau de collecte des eaux pluviales et des eaux de lavage des sols, des aires de stockage, des emplacements affectés au démontage des moteurs et pièces détachées ainsi que des liquides issus de déversements accidentels susceptibles de présenter un risque particulier d'entraînement de pollution par lessivage, doit être aménagé et raccordé à un dispositif décanteur-séparateur à hydrocarbures.

Le décanteur-séparateur est nettoyé par une entité habilitée aussi souvent que cela est nécessaire, et, dans tous les cas, au moins une fois par an. Ce délai peut être reporté sur justificatif apporté par l'exploitant, notamment par une surveillance visuelle dont les résultats sont consignés sur un registre tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées. Le report du délai ne peut excéder 2 ans. Ce nettoyage consiste en la vidange des hydrocarbures et des boues ainsi qu'en la vérification du bon fonctionnement de l'obturateur.

**Constats :**

Le réseau de collecte des eaux pluviale est relié au décanteur-séparateur à hydrocarbures.

Celui-ci est vidangé annuellement. La dernière vidange a été réalisée le 5 février 2026 par la société agréée SARP SUD-OUEST.

**Respect de la prescription :**



**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :**

## N° 5 : Valeurs limites rejet

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 08/04/2022, article 3

**Thème(s) :** Risques chroniques      Valeurs limites rejet

### **Prescription contrôlée :**

Les dispositions de l'article 2.3.3 de l'annexe des prescriptions techniques de l'arrêté préfectoral du 23 mai 2013 sont remplacées par les dispositions suivantes :

#### **Article 2.3.3 - Valeurs limites des rejets**

Après traitement dans l'ouvrage décanteur-séparateur à hydrocarbures, les effluents rejetés dans le milieu naturel doivent respecter les valeurs limites suivantes :

- Matières en suspension : < 35 mg/l ;
- DCO : < 125 mg/l ;
- DBO5 : < 30 mg/l ;
- pH : entre 5,5 et 8,5 ;
- Température < 30 °C ;
- Hydrocarbures totaux : < 5 mg/l ;
- Métaux totaux : < 10 mg/l.

Les métaux totaux sont la somme de la concentration en masse des éléments Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Sn, Cd, Hg, Fe et Al.

Dans tous les cas, les rejets doivent être compatibles avec la qualité ou les objectifs de qualité des cours d'eau.

### **Constats :**

Les dernières analyses des effluents rejetés ont été réalisées par le laboratoire EUROFINs le 28 mai 2025 après traitement dans l'ouvrage décanteur-séparateur à hydrocarbures.

Les résultats suivants sont non-conformes aux prescriptions ci-dessus :

- Matières en suspension : 186 mg/l ;
- DCO : 632 mg/l ;
- DBO5 : 88 mg/l ;
- Métaux totaux : 23,2 mg/l.

Suite à ces non-conformités, l'exploitant a réalisé une vidange le 4 juin 2025, soit moins d'une semaine après ces résultats.

L'inspecteur demande à l'exploitant de réaliser une nouvelle analyse des effluents rejetés pour s'assurer de son fonctionnement avant son remplacement prochain dans le cadre de l'aménagement du bassin de collecte des eaux pluviales.

### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant de procéder à une nouvelle analyse des effluents rejetés après traitement dans l'ouvrage décanteur-séparateur à hydrocarbures. Ces résultats devront être transmis à l'inspection dans le délai maximal d'un mois et en cas de non-conformité des solutions adaptées devront être proposées.

**Respect de la prescription :**



**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 Mois